



Remerciements :

Michel Wu ainsi que les nombreux employés de l'agence qui ont accepté de témoigner

Octobre 2005

Enquête : Gautier Battistella
et Reporters sans frontières
Reporters sans frontières

Secrétariat international
5, rue Geoffroy Marie
75009 Paris-France
Tél. (33) 1 44 83 84 84
Fax (33) 1 45 23 11 51
E-mail : asie@rsf.org
Web : www.rsf.org



www.rsf.org



www.rsf.org

Dans moins de trois ans, la flamme olympique rejoindra Pékin. Des milliers de journalistes du monde entier se rendront dans la capitale chinoise pour couvrir le plus grand événement sportif international. Ils devront se plier aux régulations strictes imposées depuis des décennies à la presse étrangère travaillant en Chine.

De leur côté, les milliers de journalistes de l'agence officielle *Xinhua* (*Chine nouvelle*) assureront le succès de ces Jeux olympiques d'été, au mépris de la transparence et de l'objectivité. En effet, *Chine nouvelle* reste au cœur de la censure et de la désinformation mis en place par le Parti communiste chinois (PCC) depuis son arrivée au pouvoir en 1949.

La plus grande agence de presse du monde est aujourd'hui considérée par certains comme une source d'information crédible – elle est ainsi très régulièrement reprise par *Google News* –, au même titre que les autres agences de presse internationales. Sa présence massive sur Internet (*Xinhuanet.com* diffuse des informations en sept langues) et la distribution gratuite de ses dépêches dans de nombreux pays, ont permis à *Xinhua* de s'imposer dans le domaine de l'information internationale.

Actuellement, *Xinhua* diffuse plus de 1 000 dépêches par jour - 700 sur l'actualité internationale et 300 sur des sujets nationaux.

Ce rapport d'enquête, rédigé par Reporters sans frontières avec l'aide d'un journaliste français qui a travaillé pendant deux ans pour *Xinhua*, démontre que l'agence reste un organe de propagande au service des intérêts du Parti communiste chinois. Sa modernisation n'est que superficielle. L'objectif de *Xinhua* reste le même : maintenir le monopole du PCC sur l'information. Elle est, selon la définition officielle, « les yeux, les oreilles et la voix de la Chine populaire ». De fait, l'agence demeure le plus grand centre de collecte et de distribution d'informations du pays. Aucune information, surtout sur des sujets sensibles tels que le SRAS, ou la corruption, ne doit filtrer dans les médias sans avoir reçu l'approbation de la toute-puissante *Xinhua*.

Xinhua a fêté son 70e anniversaire en 2001. Son ancêtre, l'agence *Chine rouge*, avait été fondée dans le district de Ruijin (province

orientale du Jiangxi). L'agence a adopté sa dénomination actuelle en janvier 1937. A la fondation de la République populaire de Chine en octobre 1949, *Xinhua* devient une agence de presse d'Etat, totalement subordonnée au PCC et au gouvernement.

Depuis, elle est le principal relais de la propagande du Parti communiste vers les médias chinois. *Xinhua* fournit en effet à tous les médias (au moins 306 radios, 369 chaînes de télévision, 2119 titres de journaux et 9 038 périodiques) l'essentiel des informations nationales et internationales.

La plus grande agence de presse du monde

Selon les données officielles, l'agence emploie 8 400 personnes (à titre de comparaison l'agence française *Agence France-Presse* emploie 2 000 personnes), dont 1 900 journalistes et rédacteurs. Tian Congming, président-directeur général de l'agence, a rang de ministre. Il est entouré de Nan Zhenzhong, rédacteur en chef, et de quatre directeurs généraux adjoints, Zhang Baoshun, Ma Shengrong, Cai Mingzhao et He Dongjun.

Le système de collecte et de traitement de l'information par l'agence se décompose en trois parties : « le quartier général » (dénomination officielle), les branches nationales et les branches internationales.

Le « quartier général » se situe à Pékin, au 57 Xuanwumenxidajie. Il regroupe « le bureau des informations nationales, le bureau des informations internationales, le bureau des informations nationales pour les clients outre-mer, le bureau des informations de référence, le bureau du photojournalisme, le bureau des informations sportives, le bureau des informations audiovisuelles, le bureau des informations en ligne, et le centre des informations »⁽¹⁾. *Xinhua* compte des branches dans 31 provinces, ainsi qu'à Hong Kong et à Macao. Elle dispose aussi d'antennes dans une cinquantaine de villes chinoises et d'un bureau à Taïwan, avant que celui-ci soit fermé en avril 2005 par les autorités de Taipei qui reprochaient aux correspondants de *Xinhua* de contribuer à la « mésentente » entre Pékin et l'île nationaliste. *Xinhua* « possède des branches dans l'Armée populaire de Libération de Chine et des antennes dans la Police armée

¹ Les citations entre guillemets sont tirées d'une dépêche de *Xinhua*, parue en 2001, à l'occasion des 70 ans de l'agence.



www.rsf.org

du peuple chinois ». Et dispose enfin de branches dans 105 pays et huit succursales ou bureaux de rédaction à New York, Mexico, Nairobi, au Caire, à Paris, Moscou et Rio de Janeiro. Elle est l'un des très rares médias étrangers à posséder un correspondant en Corée du Nord, à Pyongyang, et en Birmanie, à Rangoon.

Mais *Xinhua*, c'est aussi et surtout un empire médiatique, qui distribue une quarantaine de publications, consacrées à des sujets divers (monde rural, économie, sport, photographie, etc.). Malgré la privatisation relative du marché des médias chinois, rien ne se dit et rien ne s'écoute sur les sujets sensibles en Chine sans l'accord préalable de l'agence gouvernementale. Et gare à celui qui défierait ses injonctions ! La mésaventure d'un journaliste de l'agence, licencié pour avoir publié une dépêche destinée à un usage interne, est là pour en témoigner.

Xinhua, c'est également une profession de foi, telle que précisée sur son site Internet : « La vérité, l'objectivité, l'impartialité et la ponctualité, tels sont les principes que l'agence *Xinhua* respecte strictement dans la diffusion de ses informations. »

Les journalistes de *Xinhua*

Le recrutement

Dès l'origine, il s'agit de cibler les étudiants susceptibles de devenir les futurs journalistes de l'agence. Ces candidats sont choisis à la fois pour leurs capacités - il s'agit bien souvent des meilleurs élèves des universités - et pour leur obéissance au Parti. Car ils sont amenés à retranscrire la bonne parole. Durant les premières années de leur formation, ils subissent régulièrement des stages de « remise à niveau idéologique » pour leur inculquer les valeurs professionnelles du journalisme au service du parti unique.

Trois villes chinoises, Pékin, Shanghai et Nankin (dans la province du Jiangsu), où l'agence dispose d'antennes, proposent un examen d'entrée. Ces provinces sont aussi le siège des universités les plus prestigieuses. Chaque année, en novembre, l'agence envoie une délégation, composée de responsables des sections internationales et nationales, dans chacune des trois villes. L'examen se compose d'un écrit et d'un oral.

L'écrit se présente sous la forme d'un test de connaissances, permettant d'évaluer la culture

générale ainsi que les orientations idéologiques du candidat. L'oral s'apparente plutôt à une course contre la montre : en une demi-journée, une poignée d'examineurs doit interroger souvent plus de cent candidats.

Pour les étudiants désireux de travailler dans une section étrangère, l'entretien se déroule généralement en anglais ou, plus rare, dans une autre langue étrangère. Le candidat commence par se présenter et répond ensuite à deux questions, toujours les mêmes : « Pourquoi avoir choisi d'être journaliste ? Pourquoi vouloir travailler à *Xinhua* ? »

« L'entretien ne dure parfois qu'une minute », raconte une jeune journaliste sous couvert d'anonymat, nouvelle venue dans la section internationale. « Cela a été mon cas. Aucun des membres du jury ne maîtrisait l'anglais. »

Le recrutement des journalistes du département national se déroule à part. Ces postes sont jugés plus politiques, et les journalistes qui seront chargés plus tard de corriger et de diffuser les informations intérieures aux médias nationaux doivent montrer « plume blanche ». Ils doivent prouver leur docilité au Parti. Sont naturellement préférés les étudiants membres de la Ligue de jeunesse du PCC, ou les chefs des étudiants ou présidents d'associations communistes.

Le népotisme demeure toutefois la valeur la plus sûre pour entrer à *Xinhua*. Il suffit d'être le fils, le cousin ou le neveu d'un mandarin : peu important alors les résultats de l'examen écrit, le « recrutement sur le nom » est immédiat.

L'embrigadement

Tous les ans, *Xinhua* organise un « stage » d'une vingtaine de jours à Fang Shan, arrondissement du sud-est de Pékin, destiné aux nouvelles recrues. Selon les termes chinois, il s'agit d'une « instruction civique et idéologique ».

« Pendant ces séminaires, des membres influents de *Xinhua* parlent de politique, des règles et des lois qui régissent la Chine, de la théorie des Trois représentativités de Jiang Zemin, et évidemment de *Xinhua*, porte-parole du gouvernement », se souvient un jeune journaliste. En marge de ces séminaires d'embrigadement, les jeunes étudiants sont censés apprendre les techniques journalistiques, mais comme remarque l'un d'eux, « même lors des séminaires de ce genre, on ne cesse de nous répéter la nature politique de *Xinhua*, ainsi que la place essentielle de la politique dans le tra-



www.rsf.org

vail quotidien. Rien, en revanche, sur la façon d'écrire un article ou de chercher des informations ».

La culture physique est également au programme. Il s'agit de jeux, par le biais desquels chacun doit apprendre « l'importance de la solidarité et de la capacité de l'organisation ».

Un autre stage important est celui qui se tient quelques mois avant le départ des jeunes journalistes à l'étranger. Il a pour but de leur rappeler les règles auxquelles ils doivent obéir et leurs obligations envers *Xinhua*.

L'importance de l'idéologie contraste avec la piètre capacité des journalistes de l'agence à réaliser des reportages de terrain. Confinés dans leurs bureaux, qu'un journaliste chinois en poste à Paris qualifie « d'ambassade de Chine bis », les correspondants de *Xinhua* sont présents à travers le monde, mais rarement sur le terrain.

Cet embrigadement fournit les résultats escomptés. Il suffit pour s'en convaincre d'observer l'attitude des journalistes de *Xinhua* lors de conférences de presse de responsables chinois. Ils ne posent que des questions favorables et applaudissent les interventions des officiels. En décembre 2004, lors d'un sommet entre l'Union européenne et la Chine, le journaliste de *Xinhua* a pris la parole pour s'assurer que l'UE soutenait bien la position de Pékin vis-à-vis de Taïwan. Le Premier ministre chinois Wen Jiabao est apparu satisfait du zèle du reporter. De même, lors d'une conférence de presse du même Wen Jiabao, en mars 2005 à Pékin, les journalistes de *Xinhua* ont été les premiers à se lever pour applaudir le chef du gouvernement qui venait de déclarer que la Chine n'avait « peur de personne pour imposer la réunification de Taïwan ».

Selon des statistiques internes, près de 80 % des journalistes sont membres du Parti communiste chinois. Par conviction, par peur de la hiérarchie ou pour doper leur carrière, les collaborateurs de *Xinhua* restent fidèles à la main qui les nourrit.

Plus étonnant, *Xinhua* a un droit de regard sur la vie sentimentale de ses employés. Les sanctions liées à des histoires de mœurs ne sont pas rares. Surtout à l'étranger, les jeunes journalistes sont très surveillés. « Toi, *Xinhua* et ta femme », ironise un jeune journaliste qui affirme que plus de la moitié des journalistes de l'agence sont mariés avec une ou un collègue.

Le travail des journalistes à Pékin

« A Pékin, je dois traduire et éditer des dépêches et des articles publiés dans la presse étrangère pour les rendre accessibles au grand public chinois. Ces articles sont ensuite publiés dans les médias locaux. (...) Ce n'est guère enrichissant d'un point de vue journalistique. Les informations utilisées sont de seconde main et nous n'avons jamais le temps de remonter à la source »⁽²⁾, témoigne une journaliste employée par l'agence depuis cinq ans.

Les journalistes de Pékin chargés de suivre l'actualité nationale sont suffisamment abreuvés de communiqués des ministères, des organes du Parti et des entreprises pour ne pas être obligés de sortir sur le terrain. Les activités des plus hauts dirigeants restent la priorité de *Xinhua*.

Pour l'agence, les « flashes ou les informations émanant du gouvernement et des conférences de presse officielles » restent parmi les principales sources d'information.

Plus encore que les journalistes basés dans la capitale, les correspondants en province sont censés suivre attentivement les succès de la politique de l'Etat dans tout le pays. Ils rapportent également les problèmes sociaux et les catastrophes naturelles auxquels sont confrontées les régions. Les informations sur les désastres – récemment retirées de la liste des secrets d'Etat – sont de plus en plus fréquentes sur le fil de *Xinhua*. En revanche, les émeutes et les grèves sont la plupart du temps passées sous silence. Ces dépêches sont classées « référence intérieure » et atterrissent directement sur les bureaux des caciques du Parti.

Après deux années passées au service de l'agence à Pékin, les jeunes journalistes sont envoyés à l'étranger. Le pays d'accueil dépend de la langue dans laquelle ils travaillent : Afrique pour la section française ou anglaise, Amérique latine pour la section espagnole, etc.⁽³⁾. Jusqu'au dernier moment, ils ignorent leur destination précise. Ils partent pour deux ans. Ceux qu'ils remplacent rejoignent le siège de

² Les agences étrangères ne sont pas autorisées à diffuser en Chine, mais *Xinhua* est liée depuis des années à l'AFP, Reuters et Associated Press par des accords d'échanges.

³ Le Département national, comme le Département international, utilisent cinq langues différentes : anglais, français, russe, arabe et espagnol.



www.rsf.org

Xinhua à Pékin. Ces derniers auront le droit de convoiter des destinations plus prisées comme Paris, Bruxelles ou Genève.

Dans les bureaux de *Xinhua*, les connexions à Internet sont rares. Après avoir fait son entrée début 2003 dans les bureaux de l'agence, le Web reste sous contrôle. La majorité des journalistes ne disposent toujours pas d'une connexion directe et doivent se contenter de la chaîne britannique *BBC World Service* pour suivre l'actualité internationale. Cette dernière, inaccessible pour la majorité des Chinois, est censurée dès que des sujets tels que le massacre de la place Tiananmen, les activités du mouvement Falungong ou celles du Dalai Lama sont abordés.

Le travail des journalistes à l'étranger

« Si vous voulez connaître les dernières nouvelles, référez-vous à l'AFP. Si vous vous intéressez aux mises à jour de ces nouvelles, vous pouvez consulter *Xinhua* », ironise un journaliste asiatique. Ce raccourci a l'avantage de mettre en avant un aspect important de *Xinhua* : sur l'actualité internationale, l'agence ne se trouve jamais à l'origine de l'information. Elle n'en a ni les moyens, ni la volonté. Elle se contente de reprendre les dépêches des agences internationales ou les articles de la presse locale, dont elle fait un résumé, parfois malhabile et intégrant les orientations politiques du gouvernement chinois.

« Etant donné notre manque de fonds et d'équipements, il nous est quasiment impossible d'être les premiers à publier une information, même si cette information nous parvient en premier, » explique une correspondante de *Xinhua*.

Alors, pour ne pas manquer une information importante, la majorité des journalistes de l'agence passent leurs journées les yeux rivés sur des postes de télévision. Les correspondants de *Xinhua* reprennent très facilement les communiqués officiels des pays amis de la Chine populaire. Ainsi, le bureau de l'agence à Rangoon diffuse systématiquement les communiqués triomphants de la junte militaire, mais ne fait jamais mention du sort du Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi et des milliers d'autres prisonniers politiques birmans.

Les rapports entre le Département de la propagande et *Xinhua* : « Je décide, tu exécutes »

Au service du Parti communiste, l'agence produit deux types d'informations : celles destinées au grand public et celles adressées aux dirigeants du pays. Le grand public n'a accès qu'à des informations superficielles et contrôlées. Il en va d'ailleurs de même dans n'importe quelle structure en Chine : toute administration est doublée d'une structure de parti. A *Xinhua*, l'administration et le Parti se ressemblent tant qu'ils finissent par se confondre. Les membres du Comité de rédaction sont les mêmes que ceux du Comité du Parti de l'agence. Chaque section est prise en main par une cellule du Parti (tout comme dans les usines ou dans les quartiers). La force du PCC repose sur cette constante surveillance.

L'agence doit en priorité traiter les informations qui émanent du Département de la propagande, devenu Département de la publicité, qui dépend du Comité central du PCC. Les différents ministères, notamment celui des Affaires étrangères, peuvent également adresser à *Xinhua* des informations qui seront ensuite reprises et envoyées aux différents médias du pays.

Le Département de la propagande contrôle *Xinhua*, définissant l'orientation et les sujets des reportages. Un article ou une dépêche, pour être publié, doit répondre à divers critères idéologiques et journalistiques. Il peut s'agir de considérations générales (interdiction de critiquer un membre du gouvernement ou du PCC, favoriser les pays « amis » de la Chine, etc.) ou de simples conseils de syntaxe (il faut écrire « province chinoise de Taïwan », « Taïwanais de Chine », « région autonome du Tibet », etc.). Si le Département de la propagande donne régulièrement des instructions à *Xinhua*, son implication varie en fonction de l'actualité. La surveillance effectuée par le département a été particulièrement soutenue pendant l'épidémie du SRAS, la guerre en Irak, et plus récemment, la grippe aviaire.

Par ailleurs, il semble que les services de la propagande soient plus impliqués dans les affaires du Département domestique, dont les dépêches sont destinées au public chinois, que dans celles du département international.



www.rsf.org

La production de l'information

Département domestique (dépêches destinées au public chinois)

Dans ce département, les chefs de section choisissent les dépêches, les rédacteurs-traducteurs les traduisent, les journalistes étrangers les corrigent, puis les dépêches remontent aux chefs de section, qui décident de les publier ou non sur le fil, après vérification, selon les critères édictés par le Département de la propagande.

Sur des sujets délicats, comme les relations entre la Chine et Taïwan, ou Falungong, peu de dépêches sont publiées. Les autres ne sont pas mises à la poubelle pour autant : elles sont destinées à un cercle restreint de hauts dirigeants, afin de les informer de la situation réelle, sous la mention « référence intérieure ». Ainsi, toutes les dépêches concernant le mécontentement des paysans, insatisfaits des dédommagements du gouvernement suite à l'expropriation de leurs terres, sont classées en « référence intérieure ». Il arrive toutefois que certaines de ces dépêches soient publiées dans la presse de Hong Kong ou de Taïwan, à la suite de fuites. Les « traîtres », quand ils sont découverts, sont dénoncés publiquement et *Xinhua* affiche leurs noms et visages dans le hall d'entrée de l'agence.

Des journalistes de *Xinhua* ont été arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir trahi l'agence et donc le Parti. Ainsi, Wu Shishen, du service politique intérieur de l'agence, a été condamné à la prison à vie pour avoir « divulgué des secrets d'Etat à l'étranger », le 30 août 1993. Cette peine était assortie de la privation définitive de ses droits politiques. Les autorités lui reprochaient d'avoir transmis à une consœur du quotidien *Hong Kong Express*, une copie d'un discours que Jiang Zemin devait prononcer quelques jours plus tard lors du XIVe congrès du PCC. Le même discours avait été diffusé une semaine plus tard par la télévision officielle. L'épouse de Wu Shishen, Ma Tao, également journaliste à *Xinhua*, a passé six années en détention pour complicité. Wu Shishen a finalement été libéré en juillet 2005.

Les journalistes de *Xinhua* sont censés pouvoir identifier une nouvelle destinée aux dirigeants et non pas au grand public. Selon le témoignage d'un ancien responsable de l'agence, « les ministres et les dirigeants en province ne lisent plus la presse officielle. La première chose qu'ils font, chaque matin, est de lire les dépêches de référence intérieure ». Pour éviter que

leurs méfaits ne soient connus des hauts dirigeants, certains officiels menacent ou corrompent les journalistes de *Xinhua*. Ce fut le cas pour les correspondants de l'agence à Fanzhi, province de Shanxi, qui, après avoir été achetés par le propriétaire d'une mine où plusieurs dizaines d'employés avaient trouvé la mort en 2004, furent licenciés par *Xinhua*.

Département international (dépêches destinées à l'étranger)

Les dépêches classées « référence intérieure » sont moins fréquentes dans ce service. Comme précédemment, le chef de section décide du destin de la dépêche ou en réfère à sa hiérarchie en cas de doute.

Depuis 2004, on observe que le Département international est habilité à publier des informations sur la situation en Chine qui sont, dans le même temps, censurées par les responsables du Département domestique. Cette stratégie vise à donner l'impression aux médias et officiels étrangers que la Chine n'impose pas de black-out de l'information sur des événements majeurs. En revanche, les Chinois n'auront pas la chance d'en être informés. Ainsi, en novembre 2004, le service en anglais de *Xinhua* publiait une dépêche sur des affrontements entre des membres de la minorité musulmane et de la majorité Han dans le district de Zhongmou (centre-est de la Chine). Mais cette information était introuvable sur le fil intérieur. Les services de la propagande avaient vraisemblablement décidé que le sujet était trop sensible pour le public chinois.

A l'étranger

Les journalistes envoyés à l'étranger sont censés maîtriser parfaitement les critères permettant de choisir les dépêches. Ils reçoivent pour cela une longue formation. C'est notamment le rôle des « stages d'instruction civique et idéologique ». Toute dépêche estimée dangereuse pour les affaires de l'Etat est mentionnée sous le titre « référence intérieure » et envoyée directement aux dirigeants de *Xinhua* qui la font suivre au Département de la propagande et au Conseil des Affaires d'Etat.



www.rsf.org

« Les pandas »

Surnommés ainsi par les employés de l'agence car « *ils somnolent toute la journée* » ⁽⁴⁾, ces cadres de l'agence se placent hiérarchiquement au-dessus des chefs des sections. Ils ont fonction de rédacteurs en chef et constituent le dernier maillon de la chaîne. Ce sont eux qui contrôlent les dépêches, les reportages, grammaticalement et idéologiquement, et prennent la décision finale en cas de litige. « Les informations contrôlées sont rédigées en chinois et destinées à la clientèle chinoise. Il est donc très important de contrôler ce que l'on donne à lire. L'autocensure est permanente », affirme un chef de section. Chaque matin, vers 9 heures 30, lors d'une réunion à laquelle assistent tous les chefs de section, ils décident du plan de travail quotidien : informations à traiter, celles à ne pas traiter, les points importants de la politique gouvernementale à mettre en évidence dans les reportages ou les traductions incontournables de chaque section.

Aucun débat n'a lieu lors de cette réunion. Les chefs de section écoutent les ordres, la tête baissée, en prenant des notes. Régulièrement, les « pandas » ordonnent à leurs subordonnés d'inclure dans les dépêches des attaques contre les médias étrangers, notamment les chaînes *BBC World Service* et *CNN*, accusées de donner une mauvaise image de la Chine populaire.

Les « pandas » ont également la responsabilité de coordonner la traduction des dépêches les plus importantes. Un correcteur étranger de confiance est convoqué et sommé de porter la plus grande attention à cette information qui doit devenir la « vérité » de l'agence. Selon plusieurs journalistes, ces responsables hiérarchiques, en contact avec les services de la propagande, ont la charge de donner aux informations la dramatisation nécessaire quand il s'agit de dénoncer les ennemis intérieurs ou extérieurs de la Chine.

« La sixième maladie du Département de la propagande est d'être l'héritier de la pensée de la guerre froide : tout ce que combat l'ennemi, nous devons le soutenir, tout ce que l'ennemi soutient, nous devons le combattre. C'est encore à l'heure actuelle la position du Départe-

⁴ « *Ils passent leur journée à regarder la télévision ou à se reposer. Certains s'endorment sur leurs sièges. C'est le privilège des chefs et nul ne saurait s'en offusquer, car tout le monde, à leur place, ferait la même chose !* », témoigne une assistante à Pékin.

ment de la propagande au sujet de la diffusion des informations », souligne Jiao Guobiao, professeur de journalisme, dans son « Manifeste pour une presse libre ». A *Xinhua*, cela se transforme en soutien inconditionnel à Slobodan Milosevic lors de l'intervention américaine en ex-Yougoslavie, puis à Saddam Hussein lors de la première guerre en Irak, à Robert Mugabe au Zimbabwe ou à Fidel Castro à Cuba, etc.

Le cas de Yang Zidi

Licencié de l'agence pour avoir involontairement diffusé une dépêche classée « référence intérieure », le sort réservé à ce journaliste est particulièrement révélateur de la politique éditoriale de *Xinhua*.

Yang Zidi, rédacteur en chef de la section nationale pour les Départements étrangers, a diffusé, en avril 2003, un document concernant le SRAS, émanant du Comité central du PCC. Il s'agissait d'un simple récapitulatif des mesures adoptées contre l'épidémie, mais le rédacteur n'a pas réalisé la provenance du document. Un en-tête interdisait toute publication. Le journaliste a fait suivre l'information à un correspondant de la section « Hong Kong, Macao, Taiwan » (qui s'occupe des informations sur tout le territoire chinois), qui l'a reprise dans un article. L'information, qui aurait dû demeurer secrète, n'a pas échappé aux membres du Comité central. Le PCC a alors sévèrement réprimandé le président et le rédacteur en chef de *Xinhua*. Le directeur des informations s'est vu obligé de présenter sa démission. Quant à Yang Zidi, il a été licencié, après avoir rédigé son autocritique.

Mais l'affaire ne s'est pas arrêtée là. Un mois plus tard, la direction de *Xinhua* annonçait la suppression des allocations logement de nombreux journalistes de l'agence. Ces aides représentent bien souvent plus de 50 % du salaire de base d'un journaliste. Cinq cents employés de l'agence pourraient avoir été touchés par cette mesure. La direction a refusé de fournir une explication. Beaucoup pensent qu'il s'agit d'une punition collective, suite à l'erreur de Yang Zidi. Une lettre de protestation aurait circulé quelque temps, mais de nombreux journalistes auraient hésité à la signer de peur « d'énervier les grands chefs ». « Nous sommes punis pour travailler à *Xinhua*, explique l'un d'eux. Tout le monde veut quitter l'agence : les chefs haïssent leurs propres équipes. »



www.rsf.org

Dirigés et dirigeants

De fait, *Xinhua* est dirigée par le Département de la propagande. L'agence reçoit sa ligne éditoriale de cet organe du PCC, et s'y conforme, à la lettre près. Une directive - révélée par la presse de Hong Kong en 2004 - a imposé par exemple que les comités régionaux du PCC soient consultés avant la publication de toute information sur un cadre corrompu. Le Département de la propagande, via *Xinhua*, donne donc des directives à l'ensemble de la presse : « Ne parlons pas trop des charniers irakiens. (...) Concentrez-vous sur l'invasion américaine. »

Les dépêches « référence intérieure » parviennent au sommet de l'Etat. Pour les différents clans du gouvernement, c'est aussi une façon de s'affronter, par médias interposés. Il n'est pas rare qu'un cadre du Parti glisse une information délicate à un journaliste afin de nuire à un rival. Mais les seules victimes de ces petits jeux internes demeurent les rédacteurs des journaux officiels, accusés d'avoir défié l'ordre établi. Les mesures de rétorsion après la publication d'une « information de référence » s'échelonnent ainsi : retrait des journaux en kiosque, interdiction de paraître sur une période donnée, retenue de salaire du journaliste fautif et/ou du rédacteur en chef, licenciement, voire emprisonnement. Au moins 31 journalistes sont actuellement emprisonnés en Chine populaire, dont douze travaillaient pour des médias officiels.

Le contenu des dépêches : un manuel de propagande

Les « journalistes traducteurs » doivent remplir un quota d'une soixantaine de dépêches par mois. Ils sont payés à « la pièce », 40 yuans. D'où souvent des histoires sans queue ni tête, résultats d'une sélection arbitraire. Mais que se passe-t-il lorsque le quota de dépêches est atteint ? Rien, justement. Le travail s'arrête. Les stakhanovistes de l'information rangent leurs outils. Ceux qui observent la Chine de l'extérieur, ce pays triomphant aux 9 % de croissance, aux immeubles rutilants, aux larges avenues, ne réalisent sans doute pas à quel point le cœur du régime n'a pas évolué depuis 50 ans. Voici quelques exemples de dépêches, autour de thèmes d'actualité, traités ou ignorés par *Xinhua*.

Le SRAS

Lors des premiers mois de l'épidémie, *Xinhua*, au diapason des autorités chinoises, niait l'évidence du SRAS en Chine. En interne, il avait été dit aux employés de ne pas s'inquiéter. Cependant, des portiques contrôlant la température avaient été installés à l'entrée des bâtiments de l'agence et des masques avaient été distribués. Les responsables de l'agence bénéficiaient de modèles plus modernes, offrant une meilleure protection que ceux des employés.

Une fois que le gouvernement a reconnu l'épidémie, *Xinhua* a été mobilisée pour diffuser des informations pratiques et vanter le travail des autorités pour endiguer sa progression. « Nous n'avons fait que des dépêches sur le SRAS pendant deux mois », affirme un journaliste de l'agence.

Dans une analyse intitulée « Plus d'ouverture en Chine à travers la transparence de l'information », datant du 9 juillet 2003, un journaliste de l'agence écrivait : « La prise par la Chine de mesures de transparence de l'information durant la lutte contre le SRAS a témoigné d'une plus grande ouverture sur l'extérieur. Le gouvernement chinois s'est engagé à partager en temps réel avec le monde entier ses informations sur la pneumonie atypique, selon l'OMS, qui a reconnu que ses efforts avaient été couronnés de succès. (...) La Chine met en avant la transparence de l'information dans bien des domaines : depuis le début de l'année, la Chine a dévoilé en temps réel les incidents importants, dont le séisme au Xinjiang, les explosions dans les universités de Pékin, etc. » S'en suivait un catalogue d'événements dramatiques, rapportés sans délai, et censés prouver que la Chine était devenue un pays démocratique. Et la dépêche de conclure : « Désormais, la population est encouragée à formuler des propositions et des remarques sur les activités des autorités. Toutes ces mesures témoignent bien d'une plus grande ouverture de la société chinoise, a indiqué un professeur à l'université du peuple de Chine. »

Mais la dépêche ne fait surtout pas mention du black-out imposé pendant près de six mois sur toute information relative à l'épidémie de SRAS. Alors que les morts se comptaient par dizaines dans le monde, le Département de la propagande de la province de Guangdong (sud-est de la Chine) traquait et censurait toute information diffusée sur le sujet. Au sein de *Xinhua*, des responsables étaient au courant de l'épidémie de SRAS qui sévissait dans le sud de la Chine. Mais ils n'en ont informé que les



www.rsf.org

dirigeants communistes qui ont attendu des semaines avant de mobiliser le pays pour lutter contre l'épidémie.

Par ailleurs, *Xinhua* affirme que la transparence de l'information est maintenant irréversible en Chine, mais, quelques mois après cette dépêche, trois responsables du célèbre quotidien libéral *Nanfang Dushi Bao* ont été arrêtés, en janvier 2004, pour avoir notamment révélé – sans l'accord des autorités – un nouveau cas de SRAS dans le sud de la Chine. Deux d'entre eux, Yu Huafeng et Li Minying, sont toujours emprisonnés.

Le cas Zhao Ziyang

La mort, le 17 janvier 2005, de Zhao Ziyang, ancien Premier ministre et secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), a été annoncée par une dépêche sibylline de soixante mots de *Xinhua*. Les fonctions au sein du PCC de l'ex-dirigeant n'étaient même pas mentionnées et aucune photo n'accompagnait la dépêche. Elle contenait par contre une note qui ordonnait aux responsables des rédactions des télévisions et des radios chinoises de ne pas reprendre cette information.

De peur de manifestations en hommage à ce dirigeant banni depuis juin 1989, le Parti communiste a mis en place un black-out sur sa mort. *Xinhua* tenait l'avant-poste de cette censure généralisée.

De même, en juin 2005, la mort de Rui Xingwen, un ancien chef de la propagande destitué pour avoir exprimé des sympathies avec les manifestants de juin 1989, est complètement passée sous silence sur les pages du site de l'agence *Xinhuanet.com*. Le décès de cet ancien dirigeant, connu pour avoir desserré le contrôle sur la presse en 1989, a cependant été brièvement annoncé par la télévision chinoise.

La liberté de la presse

Xinhua ne se contente pas de bafouer ouvertement les règles élémentaires du journalisme, elle aime aussi donner des leçons. Sa cible privilégiée : les Etats-Unis. Pendant la seconde guerre en Irak, *Xinhua* préfère toujours à *Associated Press* (rebaptisée « AP des Etats-Unis ») les données avancées par le ministère irakien de l'Information. *Xinhua* devient alors l'un des derniers relais de propagande de Saddam Hussein.

La guerre en Irak fournit également aux autorités chinoises les arguments rêvés pour condam-

ner les « reportages des médias occidentaux, émanant de pays qui prétendent respecter la liberté de la presse, l'objectivité et la justice ». Les communiqués de presse américains sont régulièrement qualifiés de « mensongers », « d'énormes poissons d'avril », et *Xinhua* écrit, le 28 mars 2003, qu'il serait « difficile de vanter les méthodes de certains médias occidentaux ». Dans les dépêches concernant plus particulièrement l'état des combats en Irak, les Etats-Unis deviennent « ces agresseurs sans foi ni loi », les « envahisseurs » et même « les assassins de femmes et d'enfants », l'agence reprenant ici, mot pour mot, les termes de l'ancien pouvoir à Bagdad.

A de rares occasions, des dépêches ont soulevé le problème de la liberté de la presse en Chine, notamment lorsque des officiels locaux ont empêché les journalistes de couvrir une explosion dans une mine. *Xinhua* sait également s'intéresser aux problèmes des journalistes dans les autres pays du monde. En août 2005, une dépêche titrée « Tchad : la presse privée dans la ligne de mire de la justice » citait même Reporters sans frontières. Derrière ce semblant d'ouverture, cette dépêche est une attaque indirecte contre Taiwan : le Tchad est en effet l'un des derniers pays africains à reconnaître l'île nationaliste.

Les droits de l'homme

Face aux critiques des organisations internationales de défense des droits de l'homme et des pays occidentaux sur la situation déplorable des libertés en Chine, *Xinhua* est chargée de mener la contre-attaque.

Dans une dépêche du 4 avril 2003, un expert chinois (qui conserve mystérieusement l'anonymat) s'attaque au rapport du Département d'Etat américain sur les droits de l'homme. Le document, qualifié « d'irresponsable » et de « non objectif », « a recueilli des assertions sans fondement et déformées pour calomnier sans scrupules la situation des droits de l'homme en Chine ». S'ensuit une démonstration tendant à prouver que « d'importants progrès ont été enregistrés dans la protection des droits de l'homme », affirmant entre autres que les « Tibétains vivent avec la démocratie depuis un demi-siècle ».

La veille de la publication du rapport américain, l'agence publiait un reportage de quatre pages consacré à la « situation des droits de l'homme aux Etats-Unis ». On y trouvait notamment une référence à la peine de mort : « Les Etats-Unis se classent parmi les rares pays du monde



www.rsf.org

autorisant l'imposition des peines de mort aux adolescents et aux malades mentaux : les autorités américaines confirment que plus de 200 citoyens ont été accusés à tort depuis 1973 ». Le terme « démocratie américaine » est accompagné de guillemets.

De même, en avril 2005, *Xinhua* a consacré une longue dépêche à la publication par le Conseil chinois des Affaires d'Etat d'un livre blanc sur les « Progrès en matière de droits de l'homme en Chine. » L'agence insistait sur le fait que les « Chinois jouissent de la liberté de croyance ». Les critiques internationales sur le sort réservé aux bouddhistes du Tibet, musulmans du Xinjiang, catholiques de l'Eglise fidèle au Vatican ou aux adeptes de Falungong étaient totalement passées sous silence.

La mythologie socialiste

Il existe également nombre de dépêches qui tendent à l'édification permanente du mythe communiste par la glorification du passé. Elles balisent la route vers un avenir « rayonnant, de grandeur et de richesse ». La plus classique demeure la réhabilitation du Grand Timonier. « Le film sur Mao Zedong ressuscite l'inspiration des cinéastes chinois » (27 décembre 2002). « Certains cinéastes chinois éprouvent un grand intérêt pour feu le président Mao. Sa vie est d'une importance capitale et vaut la peine d'une diffusion ininterrompue d'autant que le charme et la personnalité du glorieux défunt commencent depuis toujours avec les Chinois, de génération en génération, a dit Wang Xuexin, réalisateur du film « Mao Zedong avec Edagr Snow », à l'occasion du 109e anniversaire de la naissance du grand homme ».

L'article se hâte de préciser : « Ce n'est point une directive forcée du gouvernement, mais un choix volontaire des artistes eux-mêmes, a affirmé M. Wang, précisant que les œuvres en l'honneur de l'esprit révolutionnaire de Mao rencontrent du succès auprès du public, qui voue toujours un sentiment ému et particulier à Mao. (...) L'influence de Mao ne mourra jamais, et à l'étranger, beaucoup de gens attendent avec impatience des œuvres artistiques retraçant la vie de ce grand timonier, qui a influencé l'histoire du monde. (...) Le cinéaste Wang s'est dit convaincu qu'avec l'approfondissement de la théorie historique et le progrès des technologies cinématographiques, de plus en plus d'œuvres consacrées à Mao se présenteront aux spectateurs ». En trois paragraphes, le nom de Mao est cité treize fois.

Les manifestations anti-japonaises d'avril 2005

Le 10 avril 2005, on trouvait sur le site de l'agence une dépêche concernant les manifestations violentes qui ont lieu dans plusieurs villes de Chine populaire contre l'approbation par le ministère de l'Education nippon d'un manuel d'histoire qui minimise les crimes de l'armée impériale pendant la Seconde Guerre mondiale. *Xinhua* affirmait : « La Chine n'est pas responsable de la situation actuelle des relations sino-japonaises, selon le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. (...) Le gouvernement avait appelé les manifestants à rester calmes, à œuvrer pour assurer la sécurité des organisations et citoyens japonais en Chine. » Au même moment, la presse internationale révélait que la police était intervenue tardivement pour prévenir les violences.

Alors que les manifestations anti-japonaises se multipliaient, l'article en une de la rubrique Chine de *Xinhuanet.com* était consacré à l'ouverture du Festival international de la pivoine...

Ce que dit et ce que cache *Xinhua*

En avril 2005, une analyse de contenu a été réalisée par une étudiante belge en Sciences politiques, sur les pages en français du site de *Xinhua*. Concernant les dépêches consacrées à l'actualité chinoise, 80 % d'entre elles donnent une vision positive de la situation dans l'Empire du Milieu. Si on entre dans le détail, la plupart des dépêches se basent sur les activités d'un officiel. Ainsi, l'étude cite les titres des principales dépêches de la rubrique Chine du 5 avril : « Un vice-Premier ministre chinois rencontre des hôtes japonais », « Un haut officiel militaire chinois souhaite plus de coopération avec l'Italie », etc. Le rôle amical et bienveillant de la Chine en Asie est particulièrement mis en avant.

Cette étude met en lumière l'une des constantes du traitement de l'information par *Xinhua* : l'absence systématique de tout écho donné aux voix critiques. Les commentaires officiels sont repris avec rigueur, ce qui est censé donner un gage de crédibilité et aucun journaliste ne s'écarte de la ligne officielle.

Les prises de position d'hommes politiques étrangers sont largement reprises quand elles vont dans le sens des intérêts de la Chine populaire. Le 7 avril, les déclarations du gouvernement colombien en faveur de Pékin sur la question de Taïwan et des droits de l'homme, ont fait l'objet d'une longue dépêche. De même,



www.rsf.org

CHINE

Xinhua : La plus grande agence de propagande du monde

Xinhua a largement rapporté les soutiens de la Roumanie, d'un parlementaire croate, de l'Algérie et de la présidente du Sri Lanka, à la loi anti-sécession adoptée par la Chine pour contrer Taïwan. En revanche, aucune des réactions critiques – pourtant nombreuses – à l'encontre de cette loi, n'a été reprise par *Xinhua*.

Et pourtant, *Xinhua* ne peut être comparée à l'agence de presse nord-coréenne. On trouve parfois des messages critiques sur les forums de discussion du site Internet de l'agence. Par ailleurs, les problèmes de la Chine sont quelquefois évoqués, mais avec prudence. On peut également lire des articles sur les très nombreux accidents miniers et industriels. Les chiffres sont souvent volontairement sous-estimés, les raisons du drame occultées, mais l'agence s'empresse de préciser qu'une enquête a été mise en place par les autorités. Le 5 avril 2005, une dépêche annonçait que 300 000 personnes étaient mortes dans des accidents durant le premier trimestre de l'année. Mais il est impossible de connaître l'origine précise de ces accidents. En revanche, le journaliste insistait sur le fait que ce chiffre avait baissé de plus de 4 % par rapport au trimestre précédent.

***Xinhua* : porte-parole des pires régimes dans le monde**

Encore récemment, *Xinhua* qualifiait de « réformes agraires modernes » les expropriations des fermiers blancs au Zimbabwe. Et Saddam Hussein n'a jamais été qualifié de dictateur par un journaliste chinois. Tandis que les forces de la coalition en Irak étaient traitées d'envahisseurs. Par ailleurs, Fidel Castro ne doit pas être qualifié de dictateur. Un Nord-Américain travaillant pour *Radio Chine Internationale* en avait fait la douloureuse expérience, il y a quelques années. Après cette bévue, il avait été licencié.

La Birmanie, le Soudan, le Pakistan sont tout aussi bien traités par l'agence. La Corée du Nord a droit à un traitement de faveur. Lors du dialogue sur le nucléaire nord-coréen, en 2005, les Etats-Unis avaient toujours, aux yeux de *Xinhua*, la responsabilité des blocages. Et les attaques du Cher Leader Kim Jong-il contre les impérialistes étaient reprises in extenso.

En avril 2005, l'Iran, en plein conflit avec les Etats-Unis sur l'arme nucléaire, fait l'objet d'une attention bienveillante. En dix jours, dix dépêches ont été publiées, reprenant presque toujours le point de vue des autorités de Téhéran. Ainsi, celle du 7 avril 2005, intitulée « Iran : Khamenei appelle à la résistance contre le plan américain pour le Moyen-Orient », apportait

un soutien très clair de la Chine aux pays qui luttent contre le modèle de « démocratie occidentale ».



www.rsf.org

Conclusion

Dans un pamphlet publié, en mai 2004, sur Internet, Jiao Guobiao, alors professeur de journalisme à l'université de Pékin, a énoncé les « quatorze maladies du Département de la propagande ». A ses yeux, cet organe du Parti, « aux méthodes dignes de l'Allemagne nazie », assassine « la Constitution », trahit « les idéaux élevés du Parti communiste chinois », fait preuve « d'insensibilité et de bêtise », protège « les personnes mal intentionnées et corrompues ». Né en 1963, l'auteur de ce nouveau « J'accuse » a quitté son pays, sous la pression des autorités.

Le crime de Jiao Guobiao est de s'être attaqué au cœur du système de censure et de propagande. Le Département de la propagande, bastion des conservateurs, est l'un des bras armés du régime. Ses responsables convoquent les directeurs de médias et les journalistes, édictent la liste des sujets interdits, s'acharnent à épurer les sites Internet des contenus subversifs. Le Département de la propagande a également pour ambition de maintenir le monopole de *Xinhua* sur la production de l'information.

En mai 2005, une régulation édictée par le Comité central du Parti communiste a renforcé la prédominance des médias officiels nationaux. Ainsi, il est interdit aux journalistes de la presse régionale de « critiquer » les autorités d'autres provinces. Par ailleurs, les professionnels de l'information doivent contacter les représentants du Comité central ou toute personne concernée avant de publier une information négative. Ces décisions renforcent, bien entendu, la prédominance de *Xinhua*.

De même, quand en janvier 2004, le gouvernement entame une série de réformes du secteur de la presse écrite afin de « rajeunir l'industrie de l'information », il précise d'emblée que les groupes de presse semi-privés qui vont émerger doivent continuer à adhérer aux idées du PCC, et à respecter les quotas d'articles et de commentaires diffusés par l'agence officielle.

Comme l'explique Michel Wu, journaliste qui a quitté *Xinhua* après le Printemps de Pékin de 1989, « sur le fond, les procédés du Parti communiste chinois demeurent inchangés depuis 50 ans, et ce malgré les campagnes de protestation internationales ». Le centralisme de l'information est toujours de rigueur et le Parti unique compte garder la main sur la presse quand il s'agit de sujets sensibles.

Moins de trois ans avant la cérémonie d'ouver-

ture des Jeux olympiques de Pékin, il est urgent que les autorités chinoises entament une réforme sérieuse et profonde des médias officiels. Il est également du devoir de la communauté internationale, et notamment du Comité international olympique, de rappeler à Pékin ses engagements en matière de transparence et de liberté d'information.